

ÉDITO

# Afrique : la perception négative de la France se développe, selon l'IFRI

Par Emmanuel Goujon



Gérant de la société de conseils Approche Globale Afrique (AGA) qu'il a créée en 2011, Emmanuel GOUJON travaille depuis plus de 25 ans sur l'Afrique subsaharienne et notamment sur l'Ethiopie. Il a été journaliste et correspondant de guerre pour plusieurs médias, dont l'Agence France-Presse, basée pendant 13 ans en Afrique. Il est aujourd'hui spécialiste de la veille pays, de la prévention/gestion de crise et des relations publiques.

Depuis quelques années, se développe l'idée que s'installe en Afrique en général, et en Afrique de l'Ouest et du Centre francophone en particulier, un « sentiment anti-français ». Si le constat est réel, comme le montrent certaines publications, manifestations, voire attaques de lieux symboliques de la France, le terme ne reflète pas la complexité du phénomène, ni ses origines multiples, ni même la variété de ressentis qu'il recouvre dans les différents pays africains concernés. En plus de placer la France et les Français en position de victimes, cela donne l'impression que la France est partout rejetée, ce qui n'est pas le cas.

En juin 2023, l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales) a publié un rapport de 52 pages intitulé « Thématiques, acteurs et fonctions du discours anti-français en Afrique francophone »<sup>1</sup>, dans lequel, les chercheurs tentent de mieux comprendre ce phénomène de rejet de la politique française en Afrique.

## C'est toujours la faute de la France !

« Si les récriminations sont variées et nombreuses, trois critiques récurrentes structurent invariablement ces discours. Le(s) Franc(s) CFA, malgré les réformes, sont considérés comme des outils de contrôle. L'aide publique au développe-

ment est perçue comme humiliante, soixante ans après les indépendances, mais aussi comme un soutien aux régimes plus qu'aux populations, et opaque car sous-tendue de contreparties. La présence de bases militaires françaises et, au-delà, l'interventionnisme militaire français sont eux aussi jugés comme un outil néocolonial problématique et désuet », estime l'IFRI.

L'étude souligne que si le phénomène n'est pas nouveau, il s'est étendu aux couches les plus populaires, notamment grâce aux réseaux sociaux. Elle

évoque également le fait que la France représente dans certains pays (Cameroun, Centrafrique, Burkina Faso...) un bouc-émissaire pour les dirigeants africains confrontés à des problèmes internes allant de la corruption à la guerre civile, en passant par la crise économique, l'inflation et le chômage endémique. La colonisation est d'ailleurs très peu évoquée par les détracteurs de la France, sans doute parce que l'essentiel de la population n'a pas connu cette période historique puisque plus de 75% de la population a moins de 35 ans.



## Néo-panafricanistes

En revanche, l'idée d'un complot de la France pour maintenir l'Afrique dans le sous-développement et sous sa tutelle, est largement développée par les néo-panafricanistes, ces influenceurs qui utilisent les valeurs positives des pères des indépendances africaines pour une unité du continent (aujourd'hui incarnée par l'Union Africaine par exemple), en les dévoyant par un discours de rejet de l'autre et notamment des occidentaux, et de victimisation de l'Afrique. Là aussi, les réseaux sociaux, par exemple Facebook et ses plus de 200 millions d'utilisateurs en Afrique, servent de caisse de résonance aux discours émotionnels peu étayés servant une propagande discutable, mais très audible par une jeunesse africaine qui ne fait plus confiance aux médias traditionnels. « Dans certains pays, aidés par des entités russes, se sont même développés sur les réseaux sociaux de véritables écosystèmes qui produisent des campagnes anti-françaises », souligne l'IFRI.

En effet, et c'est une autre cause de la dégradation de l'image de la France en Afrique, la compétition d'influence entre puissances non africaines en Afrique a fragilisé la place de la France face à ses concurrents comme la Chine, et plus récemment la Russie. La Chine, depuis plus de 20 ans, a un plan précis qu'elle déroule en Afrique en fonction de ses besoins stratégiques. Elle investit sans demander de contreparties politiques, prête de l'argent et répond présent sur des investissements d'infrastructures importants avec un savoir-faire, un budget, et des équipements clé en main. Pékin se targue de ne pas intervenir dans la politique intérieure de ses partenaires africains, contrairement à la France ou à d'autres pays occidentaux. Même si nombre d'Africains, dans la population ou dans l'élite politique, ne nourrissent pas d'illusion sur le fait que la Chine défende ses propres intérêts en Afrique, le soft power chinois est moins difficilement supportable que celui de la France.

### Wagner

Paradoxalement, alors que l'interventionnisme militaire de la France en Afrique est largement critiqué et constitue l'un des éléments du « complot » cité plus haut, c'est par le biais de l'intervention armée que la Russie a fait son retour en Afrique dernièrement. Jouant sur le discours anti-occidental et sur la fibre tiers-mondiste des non-alignés – souvenir vivace pour beaucoup de dirigeants et intellectuels africains très âgés –, la Russie a fait appel à la société militaire privée Wagner pour jouer les poissons-pilotes en Centrafrique d'abord, depuis 2016, puis au Mali, en Libye, peut-être demain malheureusement au Burkina Faso.

Bras armé d'un système mafieux visant la captation des ressources dans ces pays africains au bénéfice du régime de Vladimir Poutine, Wagner a aussi participé au développement du sentiment anti-français par des campagnes de propagande bien orchestrées et en stipendiant certains influenceurs. L'obscur mutinerie récente de Wagner en Russie va sans doute rebattre les cartes, mais l'in-



térêt russe pour l'Afrique contre une France jugée faible ne devrait pas se démentir. Le rapport de l'IFRI pêche cependant sur un point, comme l'a souligné Agence Ecofin<sup>2</sup>: « Pour le think tank IFRI, tout le monde est responsable du sentiment anti-français en Afrique, sauf la France ». En effet, si l'on veut analyser cette perception négative de la France en Afrique, on ne peut faire l'économie d'une honnête introspection sur les erreurs qui ont pu être commises par la France au point de dégrader une relation plus que centenaire, relation certes complexe mais riche d'échanges variés et de relations humaines.

### Nécessaire introspection

Il nous semble important de réfléchir sur les éléments, voire les erreurs, qui ont nourri un sentiment de frustration en Afrique par rapport à la France, particulièrement dans nos anciennes colonies. Outre le désintérêt depuis une vingtaine d'années des plus hautes instances du pouvoir français pour l'Afrique, on constate qu'il y a eu d'une part une perte d'expertise au sein de l'administration vis-à-vis du continent africain, perçu aujourd'hui presque uniquement à travers le prisme sécuritaire. D'autre part, les entreprises françaises ont moins investi en Afrique, pour diverses raisons depuis 2012 notamment, mais essentiellement à cause des incertitudes macroéconomiques et de l'instabilité relative des Etats africains. De plus, le prisme déformant des médias, qui relaient davantage les crises et les conflits que les réussites du continent, offre une vision biaisée de la situation générale du continent africain alors que sur le terrain, la réalité est toute autre.

Enfin, l'autoflagellation entretenue par cer-

tains partis politiques sur l'esclavage, la colonisation, les biens mal acquis, la complicité des dirigeants français avec des dictateurs, voire sur des drames comme le génocide rwandais, provoque un effet de repoussoir vis à vis de l'Afrique et de la « France à fric », concept largement utilisé par une certaine élite au détriment du néologisme « FrançAfrique », inventé par l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny pour souligner la communauté de destin et de culture existante qu'il aurait fallu entretenir entre la France et ses anciennes colonies africaines.

La question se pose sérieusement de ce que peut faire la France aujourd'hui pour inverser cette perception négative, et retrouver avec ses partenaires africains une relation saine, mutuellement bénéfique ●

1 <https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/thematiques-acteurs-fonctions-discours-anti-francais-afrique>.

2 <https://www.agenceecofin.com/soft-power/1906-109439-pour-le-think-tank-ifri-tout-le-monde-est-responsable-du-sentiment-anti-francais-en-afrique-sauf-la-france>

REGARD D'EXPERT

# Dynamisme diplomatique du Prince héritier

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand BESANCENOT est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

Le prince Mohamed ben Salman (MBS), prince héritier et Premier Ministre du Royaume d'Arabie Saoudite, a passé une semaine entière - du 15 au 23 juin - à Paris, au cours de laquelle il a été reçu par le Président de la République, a présidé une importante manifestation au Grand Palais Ephémère consacrée à la candidature saoudienne à l'Exposition Universelle de 2030, a participé au sommet pour un Nouveau Pacte Financier, et a visité le salon aéronautique du Bourget.

En début de semaine s'est également tenu un Forum d'affaires qui a réuni plus de 500 chefs d'entreprise des deux pays, et au cours duquel a été annoncée la signature de plusieurs accords pour un montant de 2,9 milliards de dollars dans les domaines de la construction, de la santé, de l'armement, de la culture, et du tourisme.

Cette visite a bénéficié d'une large couverture de la part des médias et sur les réseaux sociaux qui - malgré les critiques habituelles sur le royaume - a clairement mis l'accent sur la réalité de la « nouvelle Arabie Saoudite » (ouverture sociétale, grands projets économiques, succès diplomatiques) qui crée des perspectives intéressantes pour le développement de notre relation bilatérale. L'Arabie accorde beaucoup d'importance à être choisie pour accueillir l'Exposition Universelle de 2030, car c'est le terme de la « Vision 2030 » saoudienne, le grand projet de MBS visant à diversifier l'économie saoudienne, à créer des emplois pour les Jeunes, à exploiter toutes les ressources (minière, touristique, culturelle...) du royaume, à moderniser l'Etat et la société et à consacrer la place du pays comme



acteur majeur dans le nouvel ordre international multipolaire. Le prince héritier souhaite transformer l'image d'une monarchie vue jusqu'ici comme conservatrice en s'appuyant sur la jeunesse de sa population et son aspiration à la modernité.

Il entend aussi marquer l'autonomie politique du royaume qui, tout en conservant une relation forte avec l'allié traditionnel américain, n'hésite pas à prendre des initiatives inédites, comme son rapprochement avec la Chine, sa coopération pétrolière avec la Russie, le rétablissement de ses relations diplomatiques avec l'Iran, la réintégration de la Syrie au sein de la Ligue Arabe, sa participation à l'Organisation de Coopération de Shanghai et sans doute prochainement aux BRICS. Le royaume entend ainsi dialoguer avec tout le monde et agir au

gré de ses intérêts nationaux. Il est prématuré de juger les résultats de cette nouvelle politique, mais celle-ci a déjà placé l'Arabie au centre de la scène moyen-orientale et comme un acteur international important. Ses grands projets économiques attirent également les hommes d'affaires du monde entier.

Tout cela crée pour la France de nouvelles opportunités de coopération politique, économique, culturelle et sécuritaire, que nous devons saisir. La longueur du séjour parisien du prince héritier montre en tout cas qu'il y a clairement une volonté partagée de donner un nouvel élan à notre partenariat stratégique avec ce grand pays en pleine expansion ●

REGARD D'EXPERT

# Utiliser les émeutes en France : entre arme idéologique transnationale et avertissement pour l'influence de notre pays

Par **Guillaume Alévêque**



Diplômé du Master 2 de communication politique et sociale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après une classe préparatoire littéraire, Guillaume Alévêque a débuté sa carrière en consultant des élus sur leur communication personnelle et institutionnelle. Il a été successivement responsable de la communication d'une mairie d'arrondissement puis chef de cabinet d'un adjoint à la Mairie de Paris.

Ne nous contentons pas de faire des violences qui touchent notre pays et des profondes blessures qu'elles révèlent un motif supplémentaire de dispute nationale. Analysons plutôt comment cette crise est instrumentalisée et ne nous montrons pas naïfs sur les risques diplomatiques et économiques qu'elle peut engendrer pour la France, alors que de nombreux acteurs entendent en tirer leur bénéfice géopolitique. Les émeutes des derniers jours ont constitué une nouvelle preuve de désagrégation de notre tissu social et politique. A ce titre, et par la violence qu'ils ont déchaînée, ces événements auront sans doute marqué une nouvelle étape puissante dans la polarisation généralisée que subit notre société.

Ces tensions ont aussi fait l'objet d'une importante couverture médiatique à l'étranger, tantôt pour regretter sincèrement ces situations, tantôt pour prévenir contre leur survenue dans les pays qui les observent de plus loin. La France a alors été un miroir déformant, un théâtre de réalités possibles et menaçantes pour diverses communautés de pensée et des acteurs politiques y voyant leur intérêt.

## Une instrumentalisation idéologique tous azimuts

L'évidente brutalité et la violence aberrante de certaines images a bien entendu constitué une occasion pour certains régimes peu alignés avec les positions occidentales - et particulièrement celles de la France - de se laisser aller à des attaques. Le Président turc Erdogan, dont la relation avec la diplomatie française reste très instable, s'est ainsi fendu de commentaires très critiques sur la politique intérieure de notre pays.

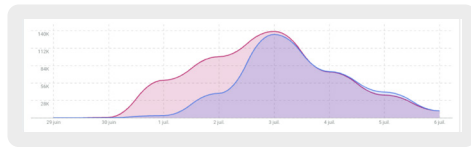


Les critiques du président algérien Tebboune sur la situation sociale des populations perçues comme à l'origine des émeutes se situent dans le même registre. Elles interviennent également dans un moment où l'Algérie fait le choix de plus en plus ouvert d'un alignement avec les politiques pro-russes, alors même que la France semblait vouloir donner sa chance à un rapprochement, peut-être moins pertinent à cette heure. Le Président Tebboune y a également trouvé une opportunité de nourrir le sentiment patriotique à quelques jours de la fête de l'indépendance du 5 juillet, en rappelant notamment les autorités françaises au respect des ressortissants algériens. Néanmoins, de même que la situation en France semble pour l'instant d'après plusieurs études profiter politiquement aux partis de droite, les images des émeutes sont largement utilisées dans d'autres pays européens et aux Etats-Unis pour prévenir contre une immigration "massive" et perçue comme "irrégulière". Ceux-ci occultent ainsi largement la réflexion sur la mort de Nahel M, qui a représenté la cause ou le signal de départ de ces violences.

Le fait que la proportion d'immigrés et de descendants d'immigrés dans la population française soit largement comparable à celle d'autres pays européens et inférieure à celle des Etats-Unis a peu d'importance pour ces communautés militantes : ces émeutes sont utilisées comme un récit de mise en garde contre une politique migratoire et de maintien de l'ordre similaires à celle de la France. La représentante américaine de Géorgie Marjorie Taylor Greene s'est ainsi exprimée dans une publication au très fort impact sur les leçons qu'elle tirait de la situation française, centrées sur le débat américain sur le port d'armes.



Le hashtag #FranceHasFallen, très présent dans ces cercles, use de termes emphatiques pour inspirer un sentiment d'effroi face à la "chute" d'un état et d'une société entière (dans le cadre d'une pensée très sensible et attirée par de tels symboles quasi-millénaristes). #FranceOnFire et #FranceRiots ont eux aussi connu une visibilité massive à cette occasion.

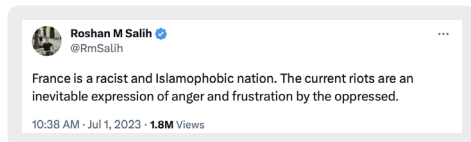


Impact des hashtags #FranceHasFallen (rose) et #FranceOnFire (bleu) entre le 29 juin et le 6 juillet, avec un pic de visibilité le lundi 3 juillet

De même que la lecture répressive des événements et qu'une demande d'ordre et de sécurité semble avoir largement remporté la bataille de l'opinion suite aux émeutes des derniers jours en France, ces images sont et seront donc utilisées massivement dans les vidéos de campagne de nombreux mouvements de droite et d'ultra-droite à travers le monde. Elles accompagneront d'ailleurs des images de dévastation sans rapport avec la situation française (villes ukrainiennes, violences urbaines et manifestations en Suède, etc.) pour en accentuer le propos. Sachons les reconnaître pour les analyser et les expliquer lorsqu'elles réapparaîtront, comme ce sera probablement le cas pendant le cycle électoral américain de 2024 ou les divers scrutins des élections européennes du printemps prochain.

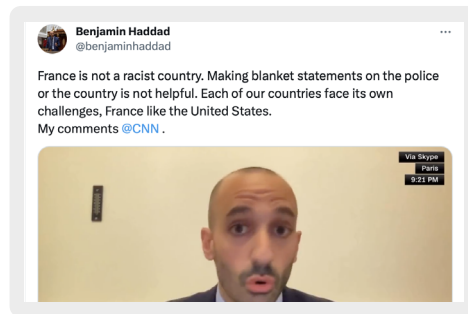
## Une réalité unique qui nourrit des lectures idéologiques opposées

N'ignorons toutefois pas que certains de ces hashtags les moins "chargés" idéologiquement (tels que #FranceRiots et surtout #FranceOnFire, qui a généré 12,5 millions d'engagement en ligne sur la semaine qui a suivi le déclenchement des émeutes) ont aussi été utilisés dans des cercles situés totalement à l'opposé de l'échiquier politique.



Aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et dans certains pays européens, la scène d'origine de ces violences avec la mort de Nahel M est ainsi rappelée massivement pour ramener à un "racisme systé-

mique" de la société française et de la police. Des accusations contre lesquelles des parlementaires français au fait de ces débats ont d'ailleurs tenu à répondre, comme Benjamin Haddad, habitué des médias et observateurs américains :



Dans ces pays, mais aussi au Moyen-Orient, en Afrique du Nord ou en Asie, c'est la dimension de "répression" d'une partie de la population qui est ici portée comme justification de ces violences. Une position d'ailleurs incarnée par les discours des présidents Tebboune, Erdogan et par de nombreux relais sur les réseaux sociaux. La France y est présentée comme "punie" pour son colonialisme et son impérialisme des derniers siècles et pour son mépris envers les populations immigrées qu'elle accueille sur son sol.

Nous pouvons donc constater une fois pour toutes que les difficultés de nos politiques publiques peuvent être utilisées tous azimuts et dans des sens absolument contradictoires et parfois violemment opposés. La critique de la France comme société raciste, violente envers ses minorités et naturellement hostile aux populations immigrées coexiste ainsi avec une intensité presque aussi forte avec les regrets, discours cataclysmiques et avertissements de militants d'ultra-droite envers un pays "envahi", dont les élites ont abandonné les valeurs d'origine et ont désarmé l'Etat face à des communautés mal intégrées. Une incohérence apparente qui confirme surtout une nouvelle fois que la violence enthousiasme les radicalités sans éclairer davantage le débat public sur les maux dont nous souffrons.

## Un devoir national de discernement

Michel Winock, dans son introduction "Le peuple et l'état" à Gouverner la France, l'indique simplement : "La France, plus que tout autre pays, souffre d'un mal endémique : ne tendre à rien tant qu'à la dissension." Ce constat se tirait surtout de l'analyse des jeux politiques de notre pays depuis la Révolution Française. Mais si elle est difficilement réfutable d'un bloc, cette réalité n'a pas empê-

ché le développement économique et le rayonnement international de notre pays depuis la fin du XVIIIème siècle. Prenons donc garde à ce qu'une forme de dissension civile nouvelle, même si elle peut être heureusement moins coûteuse en vies humaines et qu'elle prend des formes propres à notre contexte historique, ne soit pas encore plus mortifère pour notre pays, à l'intérieur comme pour son rôle international.

C'est donc aussi en identifiant et en traitant les causes des émeutes des derniers jours de manière sereine que nous commencerons à les résoudre : organisation et formation de la police, éducation, rôle des familles, rapport à l'autorité et à la justice, et inégalités territoriales et culturelles. Les risques de la période sont politiques et sociaux, mais n'ignorons pas qu'ils touchent aussi la place et le rang de notre pays, son attractivité pour les visiteurs comme les investisseurs, et sa position diplomatique d'acteur légitime à apporter sa parole sur les problèmes actuels du monde.

L'échec de certaines de nos politiques publiques n'est pas ici la preuve de la victoire d'une idéologie sur une autre. Il est en revanche une occasion de se remobiliser et de se réinterroger à tête reposée sur la politique que la France doit mener pour se montrer plus efficace dans la gestion de ses affaires intérieures. Cela vaut naturellement aussi pour renforcer notre place internationale, fragilisée par ce sentiment, trompeur, d'un pays à feu et à sang, qu'extrémistes de plusieurs bords et issus de tous les continents espèrent voir advenir pour de bon. L'impact de ces images sur les différentes plateformes dans les derniers jours en est une preuve éclatante et inquiétante ●

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.